REMPLACEMENT 2018
Métropole - Antilles - Guyane - Réunion

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
E6 SCIENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET DE GESTION

Option : STAV

Durée : 120 minutes

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Aucun**

Le sujet comporte 4 pages

Document 1 : *Part des transports et du logement dans le budget des familles*, Le coût de la mobilité, Agence d'urbanisme sud Bourgogne, novembre 2015

Document 2 : *L'alimentaire pèse de moins en moins lourd dans votre budget*, Isabelle de Foucaud, lefigaro.fr, 9 octobre 2015

Document 3 : *Consommation des ménages*, Tableaux de l'Économie Française 2017, mars 2017

Document 4 : *La voiture, reine du rural et du périurbain*, Vincent Grimault, Alternatives économiques, 26 mai 2016

Document 5 : *Les fermetures de services publics s'accélèrent dans les zones rurales*, La Croix, 11 août 2015

Document 6 : *Désertification rurale. À Sornac, on se retrousse les manches*, Le Télégramme, 8 août 2016

SUJET

THÈMES : Consommation, transports, et désenclavement des territoires ruraux

PREMIÈRE PARTIE *(7 points)*

1- Les **documents 1 et 2** font indirectement référence à la notion de « coefficient budgétaire ». Définir cette notion. ***(1 point)***

2- Proposer une analyse du **document 1** en mettant plus particulièrement en évidence la place du rural. ***(2 points)***

3- Expliquer, de façon argumentée, les informations présentées dans le **document 2**. ***(2 points)***

4- Le **document 3** fait référence à l'évolution de la consommation des ménages français en 2015.

4.1- Préciser la notion de revenu disponible. ***(1 point)***

4.2- Expliquer le constat « *le pouvoir d'achat accélère nettement* » fait par l'INSEE pour l'année 2015. ***(1 point)***

DEUXIÈME PARTIE *(7 points)*

5- Le **document 4** fait référence au « périurbain », le **document 6** à la « désertification rurale ». Préciser ces deux notions. ***(2 points)***

6- D'après le **document 4** « *L'attractivité de ces territoires étroitement dépendants de l'automobile. Et ce, qu'il s'agisse d'y habiter ou de les visiter : le tourisme rural, lié à l'usage de l'automobile, génère chaque année 15 milliards d'euros de recettes* ».

6.1- Expliquer la notion d'*attractivité* d'un territoire. ***(1 point)***

6.2- A côté du tourisme, les territoires ruraux ont d'autres fonctions. Proposer, de façon argumentée, trois autres fonctions de ces espaces. ***(2 points)***

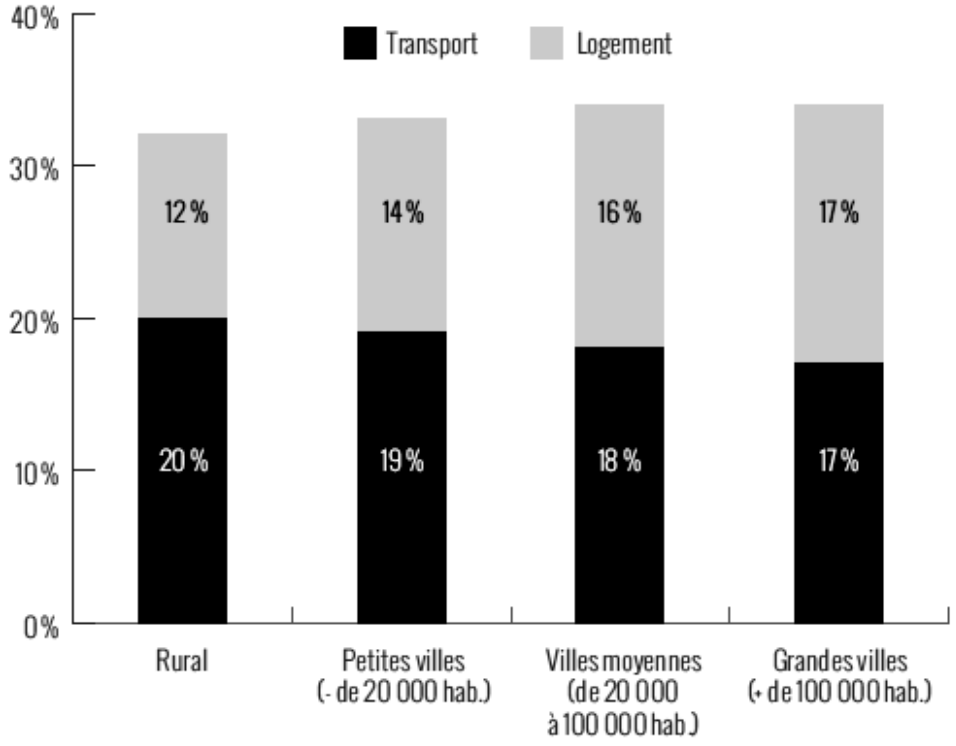
7- Le dernier paragraphe du **document 4** pointe l'importance de « *clarifier les compétences (…) des différents échelons territoriaux* ». Préciser les enjeux liés à cette affirmation. ***(2 points)***

TROISIÈME PARTIE *(6 points)*

Dans un tableau ou un développement organisé d'une vingtaine de lignes, présenter de façon précise et argumentée, les facteurs favorisant et les facteurs défavorisant l'attractivité des territoires ruraux.
(6 éléments sont attendus au total sans qu'il y ait nécessairement équilibre entre les facteurs positifs ou négatifs).

DOCUMENT 1

Part des transports et du logement dans le budget des familles (France, 2015)



DOCUMENT 2

L'alimentaire pèse de moins en moins lourd dans votre budget

Depuis 1960, le panier alimentaire pèse de moins en moins lourd dans le budget des Français. Les ménages ont consacré 232 milliards d'euros à leur budget « alimentation » en 2014, à domicile ou hors domicile, soit 3 600 euros en moyenne par habitant, selon une note de l'INSEE publiée ce vendredi. Concrètement, ces dépenses pèsent pour 20,4 % de leur consommation globale, contre 34,6 % en 1960. Il y a 50 ans, l'alimentation était d'ailleurs le principal poste de dépense des ménages.

DOCUMENT 3

Consommation des ménages

En valeur, le revenu disponible brut des ménages s'accroît à un rythme plus soutenu qu'en 2014. Cette évolution intervient dans un contexte de reflux des prix. En conséquence, après déjà un rebond en 2014, le pouvoir d'achat accélère nettement. C'est d'ailleurs sa plus forte hausse depuis 2009.
Comme le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages, le revenu moyen par unité de consommation est en nette croissance, après être resté stable en 2014.

DOCUMENT 4

La voiture, reine du rural et du périurbain

La place de la voiture est centrale dans l'Hexagone, et particulièrement dans les zones rurales et périurbaines. Ces territoires rassemblent 40 % de la population française selon le Conseil d'analyse stratégique, et même 48 % selon la définition retenue par l'Insee. Or, ils affichent une faible densité de transports en commun. En 2008, la part des habitants ayant accès à une ligne de transport collectif à moins d'un kilomètre de leur domicile se situait entre 9 % et 16 % en milieu rural, contre 96 % à Paris. (…)

Chaque jour, 20 millions de voitures roulent sur les routes rurales et périurbaines

Selon la Fédération nationale des associations d'usagers de transports (Fnaut), la voiture coûte environ trois fois plus cher que l'utilisation des transports en commun. (…) Le renchérissement durable des hydrocarbures risque de condamner les ménages à un effort budgétaire plus douloureux encore, voire à des situations d'isolement pour les plus fragiles. Du même coup, il risque aussi de réduire sensiblement l'attractivité de ces territoires étroitement dépendants de l'automobile. Et ce, qu'il s'agisse d'y habiter ou de les visiter : le tourisme rural, lié à l'usage de l'automobile, génère chaque année 15 milliards d'euros de recettes.

Repenser l'aménagement territorial

Pourtant, des solutions, partielles mais sérieuses, existent pour réduire cette dépendance. Il est tout d'abord possible de repenser les infrastructures et la localisation des activités, par exemple en concentrant les services dans des mêmes lieux, comme c'est déjà le cas dans les « villages médicaux » ou encore dans les points d'information et de médiation multiservices (PIMMS). Les premiers rassemblent médecins généralistes et spécialisés, mais aussi infirmières et aides-soignants. Quant aux seconds, au nombre de 49 en France, ils permettent au public d'accéder en un même lieu à de nombreux services et acteurs publics (SNCF, La Poste, EDF, GDF Suez, Veolia…). On peut aussi encourager la mise en place d'une véritable « ville numérique », capable de rendre des services à distance et éviter ainsi de nombreux déplacements (à condition toutefois que les accès à Internet soient suffisamment performants !). La France a, par ailleurs, peu développé le télétravail par rapport à des pays pourtant plus denses en population tels que les Pays-Bas.

Clarifier les compétences

Mettre en place ces solutions nécessite cependant une clarification en matière de compétences institutionnelles. La loi Loti (loi d'orientation des transports intérieurs) datant de 1982 fait office de cadre législatif principal. Elle prévoit une séparation des compétences entre les différents échelons territoriaux qui freine la cohérence en termes d'offre de transport collectif.

DOCUMENT 5

Les fermetures de services publics s'accélèrent dans les zones rurales

Lectoure est une petite ville du Gers. Ici vivent 3 750 habitants, sur une commune de près de 8 000 hectares. Auch est à trente kilomètres au sud, Agen à la même distance au nord. Cet été, son maire ne décolère pas. (…)
En cause, la défense des services publics. Car à Lectoure comme dans les communes proches de Masseube, Jegun et Valence-sur-Baïse, le centre des finances publiques devra fermer d'ici à l'an prochain, alors que le Gers a déjà connu cinq fermetures de trésoreries depuis 2009.
« Est-ce normal d'abandonner les gens comme ça (…) ? s'interroge Gérard Duclos avant d'énumérer les services qui ont déserté sa commune. On avait tout ici pour que ça fonctionne, et tout ça c'est fini. Le centre de tri de la poste est parti à Fleurance, à 10 km au sud. Le tribunal (…) a fermé. On nous dit que le bureau de poste ne fermera pas, je n'y crois pas trop. On avait un hôpital aussi, mais il a fallu fusionner avec celui de Fleurance et tous nos services sont partis là-bas. On diminue même le nombre de classes dans nos écoles ! » La fermeture de la trésorerie est donc vécue ici comme une preuve supplémentaire d'abandon.

DOCUMENT 6

Désertification rurale. À Sornac, on se retrousse les manches

Jean-François Loge, le maire, a pris les choses en main. La station-service retrouve une seconde vie.
Face à la désertification rurale, Sornac, un village corrézien, invente son propre modèle. Et ça marche ! Ainsi, la commune a investi dans une station-essence et une micro-crèche qui attire les jeunes couples. Mais le maire ne compte pas en rester là...
En Corrèze, sur le plateau de Millevaches, Sornac, 842 habitants : depuis quelques années, la bourgade lutte avec succès contre la désertification rurale. À 80 km de Tulle, la commune accueille quelques entreprises et, surtout, la Fondation Chirac, qui prend en charge des adultes handicapés. « Tout ça, c'est de l'emploi, du commerce, du développement », égrène Jean-François Loge, maire divers droite. Mais, en 2008, quand le pompiste annonce qu'il jette l'éponge, faute de moyens suffisants pour la mise aux normes de sa petite station multiservices, un vent de panique souffle sur le conseil municipal. Et, au bout d'un an, confrontée aux rares offres de reprise, la mairie décide de prendre les choses en main. « Si l'on voulait préserver le confort des administrés, il fallait bien qu'on se remonte les manches », analyse l'édile, lui-même chef d'exploitation. En 2010, une étude de faisabilité sur un terrain communal est lancée. Moins de trois mois après, et quelque 150.000 euros d'investissements, une station flambant neuve est inaugurée. L'essence y est à prix coûtant, « plus 0,05 centime », explique Martine Chassaing, première adjointe. La commune a même doublé le volume de vente de l'ancien pompiste.

Première micro-crèche

Mais le maire n'entend pas s'arrêter là. « On a un solde démographique positif », claironne l'édile. « On a même doublé le nombre d'enfants inscrits à l'école depuis 2008 », renchérit sa première adjointe. La micro-crèche, la première du genre en Corrèze, n'est sans doute pas étrangère à l'attrait soudain de la commune auprès des jeunes couples. (…)